

QUESTIONNER LE « DIAGNOSTIC TERRITORIAL »

Un séminaire de problématisation

{XΩΡΟΣ}

Équipe Chôros:

Ceyda Bakbasa

Carole Lanoix

Jacques Lévy

Jean-Nicolas Fauchille

Ana Póvoas

Thibault Romany

20 DECEMBRE 2018

RHIZOME CHÔROS

Bruxelles, Paris, Lausanne

Table des matières

Avant-propos	3
1. Première partie	4
Problématisation et préparation du séminaire	4
1.1. État de l'art et problématique	4
Le diagnostic (Pourquoi ?)	4
Le territoire (Quoi ?)	5
Acteurs et processus (Qui, comment ?)	5
1.2. Recherche des personnes-ressources pour le séminaire	6
1.3. Organisation et préparation du séminaire	7
2. Deuxième partie	9
Rapport de synthèse des journées d'étude	9
Introduction	9
Session 1 _ Pourquoi questionner le diagnostic territorial ?	10
Session 2 _ Un bilan critique du diagnostic territorial	11
Sessions 3-4 _ Manières de lire et d'agir	13
Sessions 5-6 _ Manières de lire et d'agir (suite)	16
Session 7 _ Quelle problématique pour le développement spatial ?	19
3. Troisième partie. Préconisations	21
3.1. Indices et promesses d'un changement d'ère	21
Un nouveau paradigme de développement spatial	22
Un nouvel espace	23
Une nouvelle logique démocratique (représentation/participation/interaction)	23
Un nouvel objet	26
3.2. Synthèse	30
1. 'Technology is the answer, but what is the question?' (Cedric Price)	30
2. Élargir le répertoire de l'agir	30
3. Le développement spatial, enjeu politique.	30
4. La médiation spatiale, une mission centrale	31
5. Habiter le temps	32
6. Apprivoiser le futur.	32
7. Le cheminement d'un urbanisme politique	33
3.3. Vers un nouvel objet de co-construction d'un devenir territorial	34
1. Le nouvel espace	34
2. Le comment de la démocratie interactive	34
Temporalités	34
Acteurs	34
Un nouveau langage, reliant connaissance et valeurs	35
3. La professionnalisation de la médiation	35
4. Art-Science : nouveaux objets de connaissance territoriale	36
Techniques et instruments	36
3.4. Comment rendre ces propositions opérationnelles ?	37
Modalités de poursuite du travail engagé	37

Avant-propos

Programme de recherche

« Problématiser le diagnostic territorial. État des lieux et perspectives »

Engagé depuis octobre 2017, le travail sur le programme de recherche « Problématiser le diagnostic territorial. État des lieux et perspectives » avait pour objectif d'organiser un séminaire de questionnement, conçu comme une première étape dans la perspective d'une refondation de la construction cognitive des projets de développement territorial à différentes échelles.

Dans un premier moment, ce travail a progressé dans trois directions : état de l'art et problématique, recherche des personnes-ressources pour le séminaire, organisation et préparation du séminaire. Les résultats de chacun de ces trois volets de préparation du séminaire sont présentés dans la première partie du rapport. Dans la deuxième partie, nous élaborons un résumé des interventions des invités et des débats qui sont suivis. La troisième partie concerne les recommandations sur le fond avancées par Chôros. Nous y développons un travail d'analyse des propos recueillis pendant le séminaire, nous proposons une synthèse englobante des réflexions menées et nous préconisons des axes concrets pour le renouvellement du diagnostic territorial.

Nous finissons avec l'énonciation de nouveaux axes de recherche autour de la question « Comment rendre ces propositions opérationnelles ? » et nous proposons quelques modalités pour la poursuite *du travail engagé*.

1. Première partie

Problématisation et préparation du séminaire

Il s'agissait de questionner à nouveaux frais à la fois les productions réalisées sous le vocable "diagnostic territorial", les analyses critiques qui en ont été faites ces derniers temps et de proposer de nouveaux découpages des problèmes pour aller de l'avant. Le texte suivant résume l'ouverture du questionnement telle que nous l'avons construite.

1.1. État de l'art et problématique

Ce séminaire a pour objet d'interroger en premier lieu les attentes et les promesses auxquelles le diagnostic territorial doit répondre. Par une lecture critique, nous procéderons à un état des lieux et dans un second temps recensons les bonnes pratiques repérées parmi les expériences internationales les plus innovantes. Ces dernières ont leurs outils propres, et les rôles attribués à l'ensemble des acteurs dont les individus-citoyens autant que les processus mis en œuvre nous invitent à renouveler notre regard sur cet objet et à envisager ses objectifs et son élaboration selon des modalités nouvelles. Pour permettre des débats efficaces, nous vous proposons la liste de questions suivantes qui distingue trois types d'enjeux, le *pourquoi*, le *quoi*, enfin le *comment et avec qui*.

Le diagnostic (Pourquoi ?)

De quoi le "diagnostic" territorial est-il le nom ?

Repenser la pertinence du terme diagnostic et trouver des alternatives (indice, veille, articulation analyse-projet, etc.) :

- Quel bilan concret peut-on tirer de l'usage de la notion de diagnostic territorial ?
Quels effets pratiques peuvent être mesurés ?
- Faut-il conserver la métaphore médicale (diagnostic → maladie, traitement, médicaments...) ?
- Peut-on imaginer une approche globale de la complexité plutôt qu'une addition d'analyses sectorielles ?
- Faut-il accepter la séparation entre l'observation et le projet ou analyser le présent en lien avec des valeurs ou des principes qui guideront la projection vers le futur ?
- Ne faut-il pas intégrer l'ensemble dans la définition d'un horizon stratégique de développement et à définir les enjeux d'un tel développement (vision d'ensemble) ?

- Quel cadre pour intégrer les demandes des citoyens ? Que faire si ces demandes portent sur un maintien de l'existant ou un retour en arrière ?
- A-t-on vraiment encore besoin de produire du diagnostic territorial ?

Le territoire (Quoi ?)

Qu'entend-on par « territoire » dans le diagnostic territorial ?

- Est-ce que ce qu'on appelle territoire est l'espace d'une société ? Et à quelles échelles ? Selon quelles limites ?
- Est-ce que territoire est synonyme d'espace ou s'agit-il d'un espace particulier ?
- Faut-il distinguer l'espace institutionnel, contraint et figé par les découpages politico-administratifs ou ceux de l'action publique, des espaces pertinents, définis par les problèmes et les enjeux, toujours en mouvement ?
- La construction d'outils généraux est-elle compatible avec la prise en compte de la singularité de chaque espace ?
- Peut-on imaginer un « diagnostic territorial » pour un espace qui n'a pas (ou pas encore) d'existence politique ?
- Quelles sont les notions transversales qui permettent d'intégrer et d'unifier les différentes composantes des problèmes et des enjeux ?
- Est-ce que les questions d'accessibilité aux lieux, aux services doit-être considérées comme centrale dans l'analyse d'une situation spatiale ?
- En quoi, la « question naturelle » (autosuffisance, circuits courts) modifie les termes et les méthodes et les échelles de l'analyse et du projet ?
- Comment articuler les différentes échelles qui sont de fait imbriquées ?

Acteurs et processus (Qui, comment ?)

Qui est (sont) l'(les) auteur(s) du « diagnostic » ?

- Qui sont les professionnels du domaine ? Quelles sont les compétences qu'on pourrait exiger ?
- Comment dépasser les dissymétries de capacité entre acteurs (entre professionnels et habitants et entre habitants) ?
- Les conflits territoriaux sont nombreux et souvent intenses. Peut-on faire en sorte que de nouveaux dispositifs, de nouveaux équilibres entre acteurs permettent d'inventer des conciliations et des dépassements de ces conflits ?
- Comment inclure la dimension affective des demandes de la société ?
- Comment combiner et séquencer les outils de la démocratie interactive (consultation, négociation, participation, coconstruction, codécision, etc.) ?

- Quelles sont les méthodes et les techniques empiriques pour collecter les pratiques et les attentes de tous les types d'habitants (au-delà des seuls résidents permanents : habitants temporaires, usagers, touristes, opérateurs absents) et organiser des dispositifs d'interactions (forums, panels, bénévolat, tirage au sort...) ?
- Quelles médiations, quelles « traductions » pour assurer la rencontre, à tous les moments du processus, entre les initiatives venant de la scène politique et les innovations portées par les acteurs issus de la société civile ?
- Quelle est la pertinence des « objets » de la participation (cartes, promenades commentées, blog, post, mobilier urbain, événements, expérimentations, etc.) ?
- Comment éviter que la participation ne se réduise à une opération de communication et de marketing territorial ?
- Les temporalités de l'analyse et du projet, de la décision et de la mise en œuvre ne coïncident pas toujours. Comment faire ?
- Est-ce que la recherche d'une démocratisation du processus doit être une valeur fondatrice ou seulement un aspect parmi d'autres ?
- Peut-on formaliser un processus-cadre (thématiques, implication des habitants, phasage...) d'analyse-projet ou doit-on accepter l'idée que chaque cas est spécifique ?
- Faut-il considérer que le processus est déjà une contribution aux changements attendus ?
- Faut-il définir un exercice qui a un début et une fin ou penser un processus continu qui inclut veille, observation, projet et évaluation ?

1.2. Recherche des personnes-ressources pour le séminaire

Face à la nécessité de ne pas se contenter d'améliorer l'existant, mais de poser des bases pour une nouvelle problématique, s'imposait l'idée que le séminaire à organiser ne devait pas être animé par les seuls spécialistes, en théorie et en pratique, de ce qui est appelé en France « diagnostic territorial ». Il convenait d'élargir l'horizon, d'abord en recherchant des porteurs ou des analystes d'expériences comparables à l'étranger, ensuite en recherchant les individus, les collectifs et les institutions qui ont d'une manière ou d'une autre innové dans la mise en pratique d'une relation efficace entre analyse et projet d'urbanisme ou d'aménagement.

La liste des participants a été complétée par des invitations spécifiques, par le PUCA et le CGET, de quelques personnalités qui peuvent, de par leurs responsabilités, tirer parti de ces nouvelles idées dans le cadre de leur action.

Compte tenu des limites du financement, ce sont 21 personnes qui ont été sélectionnées comme intervenants (voir point 3 ci-dessous).

1.3. Organisation et préparation du séminaire

En concertation avec Martine Vernhes (PUCA) et avec le concours d'Emmanuel Dupont (CGET), nous avons conçu le séminaire comme un moment d'échanges d'expériences, d'analyses et d'idées aussi informel que possible. Il en est résulté la proposition d'un séminaire de deux jours pleins à Paris, dans lequel les invités prennent la parole de deux manières différentes. D'abord sous la forme d'un court exposé dans leur domaine de compétence principal et par la participation aux échanges qui suivent chacun de ces exposés.

Le déroulé est le suivant

Introduction

Mot de bienvenue : Hélène Peskine (F)
Emmanuel Dupont (F)

Session 1 : Pourquoi questionner le développement territorial ?

Martine Vernhes (F)

Session 2 : Un bilan critique du développement territorial

Ceyda Babkasa (F)
Emmanuel Roux (F)
Françoise Rouxel (F)
Laurent Matthey (CH)
Guillaume Faburel (F)

Sessions 3-4-5-6 : Manières de lire et d'agir

Jade Rudler (CH)
Fabienne Quéméneur (F)
Thomas Laureyssens (B)
Thibault Romany (CH)
Jean-Nicolas Fauchille (CH)
Petra Pferdmenges (B)
Josep-Maria Martin (E)
Ana Póvoas (B)
Lina Skalli (F)
Ian Smith (GB)
Serge Ormeaux (F)

Session 7 : Quelle problématique pour le développement spatial ?

Ioan Negrutiu (F)
Lionel Prigent (F)
Mathilde Girault (F)

Le séminaire a eu lieu les 5 et 6 juin 2018 dans les locaux du PUCA.

2. Deuxième partie

Rapport de synthèse des journées d'étude

Mardi 5 juin

Introduction

Hélène PESKINE (PUCA)

Madame Peskine, Secrétaire Permanente du PUCA, ouvre les deux journées de réflexion intermédiaire qui visent à relier le travail de recherche scientifique avec les pratiques des acteurs de terrains autour de l'objet « diagnostic territorial ». Au cœur de la mission du PUCA, cette médiation entre le monde de la recherche et celui de l'action publique a amené à la participation, au-delà des intervenants déjà cités, des représentants suivants : du CGET, des administrations et directions d'urbanisme, des collectivités territoriales et des agences d'urbanisme. Grâce à ce panel, les échanges se veulent fructueux, avec pour objectif la production d'un document de référence, tout en étant un lieu de débat et de controverses au regard de ce qui se fait sur le terrain du point de vue opérationnel par les acteurs de l'aménagement territorial et de l'urbanisme. Le thème du diagnostic se prête à ce dialogue transversal parce qu'il est très appliqué, et qu'il constitue une pratique courante des professionnels de l'urbanisme, dans le territoire français, européen ou mondial. L'objet que nous interrogeons concerne ainsi les « diagnosticiens », les commanditaires de ces prestations autant que les acteurs issus de la société civile et les acteurs de différents secteurs économiques qui cherchent à comprendre le territoire où ils installent une partie de leurs activités.

Emmanuel DUPONT (CGET)

S'inspirant de l'innovation sociale dans les territoires pour imaginer de nouveaux outils d'action publique, cette intervention soulève les questions et les doutes qui interpellent le CGET et qui ont conduit, en 2016, à la réalisation d'une première enquête sur le diagnostic territoriale :¹

- Peut-on rendre plus lisibles et plus appropriables les travaux menés dans le cadre des diagnostics et comment ?
- Le recours à des diagnostics est devenu systématique et permanent. Ces objets portent le récit territorial et semblent être la condition même de l'existence des territoires. N'est-ce pas un mauvais signe de constater que cette existence n'est possible que via des documents obligatoires et au final peu lisibles ?
- Un marché s'est structuré autour du diagnostic qui fait vivre de nombreux acteurs professionnels qui n'ont pas vocation à questionner l'objet mais à le produire à l'identique. N'est-ce pas cela un entrave au renouvellement du diagnostic territorial ?

¹ Roux, Emmanuel, 2016, *Les diagnostics de territoires : quelle connaissance pour quelle action?*

- Si la séquence « réfléchir d'abord, agir après » est remise en question dans nombre de travaux scientifiques, elle marque toujours les façons de faire, qui restent très positivistes. Comment modifier des pratiques fortement ancrées ?
- Comment sortir d'une relation verticale avec l'état et faire émerger la société civile comme actrice des territoires ? Comment débureaucratiser la « gestion » des territoires ?

Ces questions impliquent de renouveler le lien politique de ces territoires à l'échelle nationale. Comment les acteurs locaux peuvent-ils s'imposer à un niveau supra-local pour construire la politique des territoires ? Répondre à cet enjeu, c'est répondre à la nécessité de cohésion territoriale.

Le diagnostic territorial entérine dans les faits une approche verticale en étant un palliatif prenant la forme d'une rotule entre les grandes demandes de l'État et une recherche d'adaptation au niveau local. En somme, les acteurs locaux deviennent des opérateurs déclinant les directives nationales tant que faire se peut, pour produire une action publique locale.

L'approche des diagnostics, parce qu'elle est très localiste, rend très difficile le changement d'échelle et contribue au fractionnement et à la superposition de niveaux territoriaux, ce qui a pour conséquence une perte d'efficacité de l'action publique.

Session 1 _ Pourquoi questionner le diagnostic territorial ?

Cette journée d'étude favorise un échange horizontal d'expériences, afin de maximiser et privilégier l'interaction. Elle nécessite néanmoins d'être vigilant aux questions de vocabulaires disciplinaires et d'effectuer des efforts de traduction pour une transmission efficace.

Martine VERHNES — PUCA

Les diagnostics sont présents sous de nombreuses formes, ils sont développés dans le domaine de la construction, dans celui l'organisation des entreprises, ils peuvent être stratégiques et donc tournés vers la prospective avec une application plus offensive. L'usage du diagnostic médical enfin, vise à reconnaître une pathologie à travers des données objectives ou des symptômes.

Le diagnostic appliqué à la politique de la ville prend le sens d'une recherche de consensus partagé sur un état des lieux et sur un projet d'action. Ce consensus constitue l'un des fondements de la contractualisation entre l'État et les collectivités locales.

L'historicité du *diagnostic territorial* mérite d'être rappelée. Le terme a été employé pour la première fois par l'IAURIF (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France) en 1980, le diagnostic portant alors sur la vie sociale et le bâti. Le diagnostic peut correspondre à une autre réalité, la Loi du 13 décembre 2000 a créé les SCOTs pour lesquels un diagnostic est établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social et d'habitat, de transport, d'équipements et de services. Il permet alors de réaliser le projet d'aménagement et de développement durable (PADD). Une autre méthode s'établit dès 1993 dans laquelle nous trouvons des analyses problématisées, mais aussi l'ensemble des potentialités des territoires (par exemple, les contrats globaux de développement de la région Rhône-Alpes 1996-1997, ou les diagnostics des parcs

régionaux). Cette démarche dynamique et proactive est fondée sur les connaissances des acteurs locaux. Il s'agit de produire un projet sur la base d'un diagnostic solide et partagé. La DATAR décrivait cette méthode comme l'appréhension des forces et des faiblesses d'un territoire, des besoins, des enjeux économiques et sociaux et environnementaux, les acteurs locaux étant alors partie prenante.

Dans le cadre du contrat de plan État-région Île-de-France, le sens du diagnostic est donné ainsi :

« Il ne constituera donc pas seulement un support technique du futur projet de territoire, mais aussi le socle d'une collaboration durable entre les acteurs qui auront appris à se connaître, à se comprendre, à imaginer et à construire ensemble un avenir commun. »

Session 2 _ Un bilan critique du diagnostic territorial

Emmanuel ROUX (PACTE Laboratoire des Sciences Sociales ; Université Grenoble Alpes)

Les diagnostics de territoire au nom de l'action territoriale ?

La communication propose de rendre compte de quelques-uns des sens hérités et contemporains des diagnostics de territoires. Pour ce faire, elle s'appuie sur des observations et résultats d'un travail de recherches conduit en 2016 pour le CGET et questionnant les rapports entre connaissance et action publique.

En tant qu'obligation légale, les trois quarts des diagnostics territoriaux sont le fruit de la demande étatique pour produire de la connaissance et ne sont pas directement utilisables ou utilisés pour l'action. Ils sont aussi largement tributaires de calendriers électoraux.

L'idéal serait que ce document puisse permettre de se projeter, mais en réalité les diagnostics sont trop souvent descriptifs et peu analytiques. Ils n'ont pas pour vocation première d'être utiles pour les actions concrètes en termes de politiques publiques. Il s'agit alors de réinventer les modèles entre les types de public à intégrer dans le système de production de cette connaissance du territoire, en envisageant soit un monitoring sous la forme d'un suivi soit d'une connaissance partagée issue des citoyens eux-mêmes. Cela permettrait de faire tendre le diagnostic territorial vers un système de connaissances territoriales mis à jour en continu.

Françoise ROUXEL (Traversières)

L'évaluation territoriale, pour révéler le modèle et indiquer le sens du projet de développement territorial.

Le diagnostic territorial est l'interface entre modèle de développement et application sur un territoire donné à travers la matrice cognitive qui structure et sclérose aujourd'hui la connaissance, l'interprétation des phénomènes et l'expression des enjeux. Les diverses tentatives pour améliorer le contenu du diagnostic territorial ne sauraient aboutir sans changer radicalement de matrice pour un projet plus durable de développement territorial. L'évaluation territoriale oblige à révéler le modèle auquel le diagnostic s'adosse et indiquer le sens du projet de développement territorial.

Plutôt que de parler de diagnostic territorial, il serait plus juste de parler d'évaluation territoriale. Prenant son expérience du diagnostic territorial comme modèle, cette urbaniste a pour objectif de s'éloigner du « fonctionnalisme » et d'assumer sa subjectivité. Elle s'est intéressée à la structure de la connaissance que nous inspire une vision du monde qui va bien

au-delà de l'urbanisme. Illustrant le croisement de lectures du monde et de jugements de valeur, elle considère notamment « le nomadisme comme une nouvelle forme d'assujettissement ». L'urbaniste constate que le diagnostic tel qu'il existe a omis l'humain pour une bonne part. Dans la discussion qui suit, d'autres acteurs adhèrent au positionnement personnel « contre la métropolisation ». Cet échange montre que cet enjeu mériterait davantage de présence dans le débat public.

Laurent MATTHEY (Université de Genève)

Manifeste pour une analyse errante des territoires de projet.

Où il est question, en dix minutes, de l'analyse territoriale comme identification, toujours itérative, de la capacité des lieux à accueillir des agencements.

Pour comprendre le malaise du diagnostic territorial, il faut s'interroger sur la crise de l'urbanisme et chercher à répondre à deux enjeux de géographie sociale : comment les individus « consomment » la ville ? Comment les individus « produisent » la ville ?

S'agit-il au juste de « faire la ville » ou de « faire AVEC la ville » ?

En déconstruisant les logiques issues de l'analyse SWOT autant que celles des métiers qui ont trait aux diagnostics territoriaux, il semble plus prudent de parler d'*analyse territoriale*.

En parallèle, il subsiste aussi une crise des instruments d'urbanisme. Comment rétablir l'envie par un retour au sensible ? Le corps comme instrument, le récit comme analyse, l'image comme outil.

Usant de la métaphore médicale de la série télévisée *Dr House*, le DT actuel serait comme un diagnostic produit à partir d'une grille d'indicateurs. Le modèle *Dr. House* passe par la compréhension de ce qu'était le corps quand il était en bonne santé, déclenchant une procédure d'interactivité, d'essais et d'erreurs. Le débat aborde la question spatiale comme n'étant pas nécessairement un retour à un état d'équilibre antérieur.

Une étude ethnographique d'architectes et d'urbanistes en action permet de constater, par une observation participante « clandestine », la juxtaposition des différents temps du projet urbain :

- le temps du diagnosticien (travail sur l'existant)
- le temps du chaman (« en transe » dans le terrain)
- le temps de l'exégète (chaque personne va lire le territoire selon des grilles disciplinaires pour tenter de l'imposer aux autres, sans jamais prendre en compte les diagnostics précédents)
- le temps du romancier qui imagine les modes de vie possibles et vraisemblables, pour que cela puisse faire sens lorsqu'il s'agit de procéder à la recherche de financements ou à la vente.

On constate qu'une des difficultés du diagnostic territorial est de cumuler les savoirs, souvent issus d'apports interdisciplinaires, et surtout de faire tenir ensemble différentes temporalités dans une logique d'atelier de projet.

Guillaume FABUREL (Université Lumière Lyon 2)

Partant de son étude sur « ce qui bouge dans la posture des métiers », il est question ici de la politisation et même davantage de la repolitisation du diagnostic territorial. Alors que les questions des habitants et de leurs désirs politiques subsistent, les métiers de l'urbanisme et de l'aménagement s'emparent du diagnostic par des savoirs techniques et contribuent, en

excluant les individus du processus, à leur dépolitisation. La crise du diagnostic territorial est une crise du savoir technique : « Quel est le sens des savoirs que je mobilise, quel est le sens de la formation que j'ai reçue ? »

De nouvelles modalités de production des savoirs voient le jour et offrent de nouvelles constructions collectives :

1. La méthode du sensible comme facteur de légitimation.
2. Le retour à la pratique et au terrain comme observation beaucoup moins descendante.
3. Les praticiens qui expérimentent de nouvelles formes d'engagements dans les territoires (inclusions, participations, cartographies).

Cette mutation structurelle des métiers produit une triple conséquence adressée aux instruments de l'action :

1. Rupture du rapport anthropologique de l'habiter
2. Rupture géographique selon les trajectoires résidentielles
3. Rupture politique à laquelle les acteurs du DT cherchent à répondre de l'intérieur.

Le diagnostic territorial est censé construire et non déconstruire. La question n'est pas tant la participation que l'ambition du projet. Dans cette logique, quels sont les modèles à développer et les bonnes pratiques ?

Si dans le projet, des modèles de société impliquent des directions, pouvons-nous remettre en question le modèle global de développement ? La discussion réitère la thématique des grilles de lecture qui « cachent » ou « révèlent » les enjeux et la nécessité d'en débattre et de pratiquer des traductions. Cela amène les interlocuteurs à poser la question des connaissances pertinentes et à estimer que les connaissances, mais aussi les valeurs héritées ne répondent pas nécessairement aux enjeux présents. En fondant les réponses apportées sur des méthodes de lecture répétées et appartenant au passé les acteurs en charge des diagnostics et des projets font croître la non-acceptabilité, sur les territoires en difficulté d'abord, mais plus largement pour chaque individu qui n'a plus de prise sur le devenir de son territoire.

Quel est le rapport commun au projet ? Quelles sont les connaissances pertinentes à construire collectivement ? Encore faut-il savoir ce qui *fait commun*.

Sessions 3-4 _ Manières de lire et d'agir

Jade RUDLER (OLG-a)

Modifier l'espace public pour faire émerger les enjeux d'un territoire

Opérer des modifications réversibles de l'espace public, à différents stades d'avancement d'un processus de planification, est le mode opératoire proposé pour créer de la matière à débattre, et ainsi produire des projets plus « justes » car plus adaptés aux contextes.

Un des enjeux de l'urbanisme contemporain est de répondre aux attentes qui sont bien exprimées par les usages experts que les individus ont de l'espace sans pour autant être exhaustifs. Révéler les usages potentiels par suggestion aux usagers est un moyen efficace pour développer cette conscience des possibles.

Jude Radler propose un urbanisme de l'entre-deux :

1. entre habitants et professionnels de l'aménagement,
2. entre le présent et le futur, l'immédiat et le long terme,
3. entre l'insurmontable et l'insignifiant.

Il s'agit alors de proposer de nouveaux points de vue, de nouvelles interfaces entre acteurs et environnements pour créer du débat et réunir les acteurs en donnant une place au nécessaire débat public.

Face à des dissymétries paraissant indépassables et pour créer l'espace du débat, il s'agit de donner de la place à chacun dans l'espace public qui concerne tout le monde. La construction éphémère et réversible d'espace public est un des moyens d'y parvenir. Par l'expérimentation, il est possible de se rendre compte des usages potentiels inexplorés. Les modifications légères de l'espace public permettent ainsi de décentrer le débat et se réunir par et dans l'action. C'est une forme de création d'un commun à explorer dans une tentative de révolution du diagnostic territorial : faire pour évaluer.

L'échange qui suit interroge la légitimité du médiateur architecte-urbaniste-chercheur et sa modalité d'intervention : à mi-chemin entre les habitants et les institutions politiques, effets non réversibles de l'action temporaire, choix de société qui ne sont pas énoncés (développement durable, espace public). Il est aussi question d'interroger « l'effet de mode » de l'urbanisme transitoire en lien avec la réflexivité du diagnostic territorial.

Fabienne QUÉMÉNEUR (Agence Nationale de Psychanalyse Urbaines)

Le diagnostic « sans cible »

Partie d'une démarche artistique née il y a 10 ans, l'Agence Nationale de Psychanalyse Urbaine n'avait pas comme vocation première à devenir un acteur des producteurs de diagnostic territoriaux. La psychanalyse urbaine prend la ville et le territoire comme un être humain, une entité qui possède une personnalité et une histoire.

En « couchant les villes sur le divan », il est possible de détecter des « névroses urbaines » et ainsi de proposer des « traitements », voilà le postulat sur lequel reposent les actions de l'ANPU sur les centaines de villes et territoires ruraux sur lesquels elle a pu opérer. Une méthodologie reposant sur l'enquête et un questionnaire poétique a pour but d'encourager une discussion dans le monde de l'urbanisme en récoltant les paroles des acteurs (avec une focale sur les acteurs professionnels du territoire) et en consultant les archives.

Ce diagnostic sensible et mémoriel s'organise autour d'un travail sur les singularités afin d'y révéler les potentialités de chaque territoire mis à l'étude dans le but d'écrire de nouveaux récits du territoire. Ces récits donnent une place importante à l'histoire, et des stratégies spatiales, souvent artistiques, sont imaginées pour parler du passé qui revêt une importance déterminante pour les personnes écoutées. Cette approche aménage aussi des actions, souvent symboliques, qui servent à décontracter, à mettre les acteurs en disposition de dialoguer.

L'échange se focalise sur la singularité des lieux et la possibilité d'assumer son territoire pour définir une stratégie elle-même singulière. Cette mise en évidence de la singularité est encore plus importante quand une ville ne peut se lire qu'en négatif par rapport à un modèle prédéterminé.

Thomas LAUREYSSENS (Map-it)

Mapping engagement in urban space. (‘Diagnostic de l’engagement ?’)

In this talk I will introduce tools and methods we developed for identifying and activating engagement in urban communities: both low tech mapping tools and interactive urban interventions.

L'approche présentée est conçue comme un outil de capacitation. Le diagnostic est interrogé par la création d'un environnement où les habitants sont amenés à trouver par eux-mêmes des solutions. Le rôle des politiques publiques devient alors celui du soutien des propositions ainsi envisagées et exprimées.

Les habitants sont ainsi écoutés comme des experts : d'usage, de détection d'opportunités, avec la capacité d'une vision holistique. Le but de ces nouveaux outils civiques et itératifs est d'ouvrir cette expertise à tous.

À l'inverse de pratiques techniques fort complexes à mettre en œuvre et à contrôler, il est utile de proposer aux habitants des dispositifs « low tech », faciles d'usage et qui mettent à jour les qualités et les défauts des espaces vécus, souvent insoupçonnés, car non exprimés par les habitants eux-mêmes. Les dispositifs concrets qui ont été testés sont aussi un vecteur favorisant l'explicitation et la « mise en mots » de la lecture critique des situations, entre l'analyse et la proposition, ce qui n'est pas nécessairement une pratique régulière des habitants.

Thibault ROMANY (Chôros)

D'un jeu à l'autre

Dans la perspective d'identifier les problématiques urbaines et territoriales, en quoi la pratique du jeu sérieux constitue une réponse possible à la complexité croissante des projets, à la multiplication du panel d'acteurs et des compétences mobilisées ? Discussion du cadre opérationnel et de la pédagogie.

Le jeu est ici conçu comme une manière de produire des espaces de débats, d'expression et d'échange avec une forte composante pédagogique par laquelle les joueurs accèdent à la complexité des problématiques urbaines et territoriales. Le format du jeu et ses différentes temporalités (le jeu se prêtant à être prolongé online) peut ainsi accompagner le processus de décision. Les principes du jeu sérieux sont présentés ainsi :

1. proposer un langage unique, accessible à tous ;
2. rendre les hypothèses transparentes ;
3. offrir les règles d'une méthode ;
4. le contexte de l'interaction compte ;
5. prévoir des étapes de jeu avec des relâches ;
6. penser à la difficulté et à la fatigue ;
7. viser l'accord tacite du groupe et son rôle dans la construction collective ;
8. produire un compte rendu du jeu simple et gérable.

Jean-Nicolas FAUCHILLE (Chôros)

GUILLAUME : Qu'as-tu dit ?

ADSO : Rien, maître.

Pour donner les moyens, aux individus-citoyens, de prendre la parole, les modélisations informatiques interactives peuvent être produites au service de tous.

Le citoyen est-il capable de se placer en décideur ? À partir d'un modèle interactif capable de préfigurer les contraintes spatiales portant sur l'aménagement d'une carte hospitalière d'échelle régionale, l'outil proposé interroge notre capacité à nous figurer un espace légitime en questionnant nos postures. À travers la modification d'indicateurs notamment de distances et de coûts, le modèle permet de répondre aux enjeux de justice distributive. Il se propose

comme outil pour confronter l'inclinaison axiologique des habitants-citoyens — ici mis en position de décideurs politiques — aux conséquences spatiales de l'application de leurs choix. Il s'agit d'une proposition d'outils permettant à un individu de prendre connaissance des conséquences effectives des choix de politiques publiques, pour tous et pour lui-même.

Mercredi 6 juin

Sessions 5-6 _ Manières de lire et d'agir (suite)

Petra PFERDMENGES (Alive Architecture)

Inclusive Urban Transformation

Présentation d'un travail engagé à Bruxelles en tant que praticienne de l'urbanisme. Sa pratique consiste à documenter l'urbain à partir des observations de terrain et à répondre à la nécessité de produire de la ville ensemble, en étroite collaboration avec les habitants, principaux acteurs urbains. Comment faire de la participation sans faire dépenser inutilement du temps aux intervenants ? Si on les sollicite (trop) souvent, est-ce toujours à bon escient ?

Les expériences de *Alive Architecture - Petra Pferdmenges* sont focalisées autour de l'espace vécu, de l'espace qui dure ou qui au contraire se modifie dans le temps. Dans leurs expériences, l'observation et l'action interagissent conjointement dans l'espace et de multiples façons de « faire la ville ensemble » sont développées dans leurs projets. Pour eux, observer le terrain n'a pas simplement pour finalité la recherche des actions nécessaires pour répondre à des besoins identifiés, mais davantage pour découvrir l'ensemble des dynamiques existantes dans ces espaces, dynamiques parfois invisibles, mais pourtant présentes et mobilisables. Dans les exemples proposés par Petra Pferdmenges, l'idée fondamentale est de fonder les projets sur ces potentialités et de développer les outils pour utiliser au mieux l'argent public afin de faire vivre ces espaces en catalysant ces dynamiques habitantes.

Josep-Maria MARTIN

De quoi avons-nous besoin ?

Les décideurs spéculent très largement sur ce dont l'habitant a besoin. Et paradoxalement, l'habitant subit les effets de cette projection.

J-M Martin invite à considérer le rôle de médiateur comme une nouvelle profession de la construction de l'urbain. Cette activité est proposée à partir de l'expérimentation de la construction d'une « maison de la négociation » (Fribourg, Suisse). Plutôt que d'envisager ex nihilo ce que serait un territoire idéal, il est plus aisé et efficace de partir de situations qui précisément fonctionnent mal et qui sont porteuses de conflits. Par des dispositifs appropriés, il est possible non seulement de réduire les tensions, mais bien plus de les prévenir par une meilleure compréhension de l'altérité. La Maison de la négociation a été conçue pour permettre de limiter l'ampleur de conflits (d'usage essentiellement), voire de les résoudre sans avoir à être réglés ni dans la violence ni par le recours à des voies légales qui seraient disproportionnées aux regards de solutions simples pouvant être négociées. Au-delà, la Maison de la négociation (des conflits), peut être envisagée comme une Maison de propositions concrètes et partagées.

Ana PÓVOAS (Chôros) et Ana PEDROSA (OPIUM)

Manobras no Porto, festival urbain aux contenus coproduits avec la participation des habitants

Dans la préparation de ce séminaire, nous avons imaginé conduire des entretiens pour faire intervenir dans notre questionnement des acteurs non francophones. Cette présentation est issue d'un entretien au Portugal avec Ana Pedrosa, une des coordinatrices du projet « Manobras no Porto ».

Quelle ville avons-nous ? Quelle ville voulons-nous ? Manobras no Porto est un festival urbain qui tente de répondre à ces deux questions pendant que le centre historique de Porto se transforme en laboratoire d'expérimentation ouvert à tous. Il s'agit d'un projet d'intervention culturelle, artistique et de réflexion, partant d'une idée de ville, en tant que principe et valeur. Le festival cherche à « mettre en contact en croisant des langages et des moyens d'expression différents, des façons d'habiter différentes, des éthiques différentes pour ouvrir de nouveaux chemins ».

Financé dans le cadre de la politique de cohésion territoriale de l'Union européenne (85 %) et par la municipalité (15 %), le projet a compté sur un budget de 2 millions d'euros sur deux ans (2011-2012). 300 projets ont été financés et ils ont impliqué 7000 acteurs directs et 300 000 participants ponctuels (public). Sauf quelques exceptions, les initiatives n'ont pas réussi à perdurer.

Cette expérience urbaine inédite et éphémère interroge également la difficulté de la participation (tant du point de vue des habitants que des chercheurs et des artistes), la médiation nécessaire à ce type de processus. La reprise réflexive de ce projet évoque « un retour en termes d'épanouissement et de sens », une amélioration des rapports entre la société civile et les institutions, une ouverture à la sérendipité et une capacité à « faire ensemble » des gens qui s'y découvrent. Face à la consigne « Qu'est-ce que nous pouvons réussir ensemble ? » les grands problèmes urbains ont été contournés (logement, pauvreté, chômage). S'en suit la désillusion face aux conditions de vie qui ne sont pas touchés par le projet, très concentré sur la question des activités ludiques et des métiers de rue.

Lina SKALLI (École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris La Villette)

Biorégion urbaine et ville diffuse (Alberto Magnaghi et Alberto Secchi) comme complémentaires et productrices d'un nouveau paradigme contemporain : éloge de la pédagogie et de l'engagement critique. Ces deux auteurs aux théories complémentaires permettent de repenser l'urbanisme. Pour répondre aux évolutions incontrôlées et aux mutations, il est nécessaire de produire des scénarios urbains qui s'appuient sur des identités existantes par une globalisation issue du local, qui loin de trouver leur appui sur des archaïsmes ont pour objet une construction multiscalaire. L'engagement militant consiste à rendre compte des spécificités locales aux échelles supérieures et à promouvoir et encourager la production de connaissance par les habitants notamment via la pédagogie. Les études de terrains deviennent un outil de recherche primordial.

Ian SMITH

Connaître un territoire pour l'élaboration du plan : quelques observations d'outre-Manche.

Un aperçu critique et éclairé du diagnostic territorial en Grande-Bretagne

Le Royaume-Uni ne dispose pas d'un outil d'aménagement territorial formel au niveau régional depuis 2010. Les zones rurales sont traitées par le département de l'agriculture et sont absentes du système de planification. Quant aux aires urbaines, il revient aux districts (équivalents des cantons suisses) et aux municipalités unitaires (*Local planning authorities*) de préparer un plan de développement local (*Local development plan*), un portefeuille de documents et de plans, traitant surtout de questions foncières. Malgré la petite échelle des territoires de ces plans, leur élaboration exige l'analyse des flux avec d'autres territoires et la coopération avec les lieux directement impactés par les propositions du plan.

Les plans de quartier concernent le niveau des *boroughs*. Ils peuvent être réalisés par les acteurs de la société civile, notamment par les associations qui peuvent prétendre à un budget (maximum de 17 000 £ par quartier) sur l'enveloppe nationale de 26 millions de livres.

La pénurie britannique du logement est la principale préoccupation du système de planification. Ainsi, les plans de quartier définissent surtout le nombre de logements estimés nécessaires et identifient les sites prioritaires pour les construire. L'approbation d'un plan est discrétionnaire : le plan émerge comme un outil parmi d'autres, laissant beaucoup de latitudes aux acteurs qui concrétisent des transformations. Cette qualité non contraignante est interprétée le plus souvent comme un geste administratif, et non comme la possibilité de développer un projet singulier (l'observation du bon nombre de logements est souvent le principal critère retenu dans l'évaluation).

Cette manière de faire n'est pas orientée par les grandes questions de société, et la dimension politique y est très faible : on n'y retrouve pas de critères comme la mixité, la réduction des inégalités ou l'effacement de la pauvreté (l'Écosse et le Pays de Galles sont différents à cet égard). La capacité d'organisation des « communities » est un levier important pour assurer un minimum de démocratie interactive (voir par exemple Coin Street Community Builders, Londres), sans laquelle « les développeurs ont tous les atouts » pour faire valoir leurs projets. La démocratie représentative (à l'échelle des towns) a une vraie influence dans l'accord (avec des ajustements qui ne touchent pas aux leviers économiques du projet) ou le rejet en bloc des plans.

Il est notable que les projets d'animation des lieux dépendent du budget de la culture et non de celui de l'aménagement territorial.

Serge ORMEAUX (INTI)

Sauver l'étymologie, repenser la métaphore

Dépasser les illusions de la métaphore médicale pour promouvoir une pratique interactive et globale de l'intelligence territoriale.

La métaphore est réductrice, puisqu'elle repose sur l'objectivation par la connaissance de signes observables, mais reste toutefois porteuse d'implicite comme celui d'un protocole de soin efficace pour éradiquer les symptômes pathologiques si ce n'est celui d'une illusion mystificatrice. Cela nous amène à réfléchir sur l'imaginaire lié au diagnostic territorial ou la manière de coconstruire une *hypothèse de territoire*.

Un des problèmes réside dans le concept même de territoire qu'il faut chercher à enrichir ou à remplacer par celui d'espace qui est plus approprié. Le territoire est un espace de projection, dont il s'agit d'être à l'écoute afin de porter une attention particulière à la manière dont les acteurs le font.

Ainsi le diagnostic territorial devrait être envisagé non seulement comme une méthode, mais davantage comme une *intelligence territoriale* pluridisciplinaire et multicatégorielle. Il serait un

outil de représentation appropriable, ayant la faculté de s'adapter aux situations, en faisant AVEC de l'espace, plutôt que DANS l'espace.

C'est vers cette démarche continue et itérative, autant que profondément inclusive et prospective qu'il faut tendre, en interprétant les signaux faibles, en élaborant des scénarios et en offrant des synthèses permettant de réintroduire de la cohérence, la stratégie étant de montrer qu'on cherche à réduire les incertitudes tout en priorisant les actions.

Session 7 _ Quelle problématique pour le développement spatial ?

Ioan NEGRUTIU (Atelier CapNat)

Diagnostic territorial et santé commune

La *santé commune* (2015) concerne les personnes, les sociétés et les écosystèmes. Au sein de l'Institut Michel Serres, deux thématiques a priori non directement complémentaires de travaux de recherche sont menées : l'analyse des ressources et l'analyse des biens publics. La proposition se fonde sur une alliance entre les sciences naturelles et le droit par laquelle l'analyse des territoires devient toute différente. La santé commune a pour objet de préparer les territoires à penser les effets locaux de phénomènes globaux partant du constat que la croissance économique va aujourd'hui de pair avec une décroissance écologique. L'entrée est d'abord par la démographie, l'alimentation et l'agriculture, pour la recherche d'un meilleur équilibre entre ressources disponibles et besoins des humains. Pour ce faire, il faut rendre disponibles les données de *capital naturel*. L'objectif in fine est de produire une gouvernance qui puisse s'adapter aux spécificités des territoires.

Lionel PRIGENT (Université de Brest)

L'office de qualification des urbanistes pousse à une standardisation des méthodes de production de diagnostic. Nous pouvons cependant imaginer un document d'urbanisme qui intègre simultanément toutes les problématiques du développement durable qui, habituellement, sont traitées dans des documents légaux différents (exemple du PLUi facteur 4 de Brest). Si ce document produit à Brest est reconnu comme exemplaire, il reste des obstacles à franchir :

- taille et nature de la métropole, qui n'est pas une évidence.
- maintien des dynamiques sectorielles.
- lecture implicite d'un monde en concurrence.
- place de la participation des habitants.

Concernant le recours aux données, plutôt que de faire un simple recueil il s'agit d'indiquer quels enjeux elles soulèvent afin d'être directement utiles dans l'action publique. Si la reconnaissance des enjeux dans l'analyse des données produites est si nécessaire c'est que se développent dans le même temps les modélisations standardisées (BIM, aide à la décision par les modélisations 3D) qui portent avec elles un défi par la remise en cause directe du geste politique et du processus démocratique qui ne seraient ni possible ni même nécessaire à en croire les discours des développeurs de ces outils.

Mathilde GIRAULT (Université de Lyon 2)

Du diagnostic territorial à la crise écologique. Les professionnalités de l'urbain comme tentative de recomposition des savoirs.

Une présentation de travaux qui portent sur les professionnalités de l'urbain : ce sont des pratiques professionnelles qui visent — par un décalage des postures professionnelles — à interroger les représentations territoriales et à renouveler les savoirs dans les métiers de l'urbain.

Le diagnostic territorial est un des exercices fondateurs pour les praticiens de l'urbanisme, issu du courant hygiéniste. Il s'agit de traiter alors comme pourrait le faire un médecin généraliste tout territoire comme potentiellement malade qui serait traité de manière indifférenciée. Au contraire, le diagnostic a tout à gagner à être articulé avec la notion de modernité. La modernité est ici comprise comme un projet politique qui va donner un rôle central au savoir, avec d'un côté un arrachement au passé et à la tradition et de l'autre la construction d'un futur à accomplir (progrès). Cette modernité est autofondée sur des critères présents qui n'ont pas vocation à suivre une lignée, ou à se construire sur un héritage de valeurs passées.

Les savoirs et les méthodes correspondantes à leur production portent en eux-mêmes le politique.

3. Troisième partie. Préconisations

Dans cette troisième partie, nous abordons ce que ce séminaire intermédiaire de réflexion scientifique a produit en ouvertures et en propositions. Il s'agit d'identifier une nouvelle ère dans l'approche des activités d'aménagement spatial et de politiques publiques territoriales et une exploration des changements qui devraient s'imposer nécessairement à ce que nous appelons aujourd'hui le diagnostic territorial.

Ces observations, avancées par l'équipe Chôros, sont une organisation et une formalisation des apports de chaque interlocuteur de ce séminaire, capitalisant sur le travail d'échange entre les intervenants. Pour conserver ce qui nous paraît être l'essentiel, nous nous permettons de ne pas rapporter l'exhaustivité des arguments ou objets qui furent exposés au cours de très riches présentations et débats. Ce détachement méthodologique de l'actuel permet de mieux capter et communiquer les virtualités que nous avons identifiées comme plus fortes pour orienter le renouveau du diagnostic territorial. Cependant, nous trouvons utile d'explicitier notre méthode d'écoute « reconstructive ». Cette troisième partie s'initie ainsi par une réorganisation des énoncés produits par les acteurs – scientifiques, du *terrain* opérationnel ou de l'administration publique – selon les catégories avancées par la grille de questionnement proposée dans la partie 1 (voir point 1.1), tout en acheminant le lecteur vers les thèmes de synthèse de ce travail (voir points 3.2 et 3.3). Ces citations ne sont pas exhaustives et, dans une certaine mesure, elles pourraient être remplacées par beaucoup d'autres formulations qui, dans l'ensemble, ont donné force d'exemple aux extraits retenus.

3.1. Indices et promesses d'un changement d'ère

Citations : identification des personnes citées

Emmanuel ROUX (EM)
Serge ORMEAUX (SO)
Josep-Maria MARTIN (J-MM)
Françoise ROUXEL (FR)
Laurent MATTHEY (LM)
Guillaume FABUREL (GF)
Jade RUDLER (JR)
Leonel PRIGENT (LP)
Philippe PETIT (PP)
Fabienne QUÉMÉNEUR (FQ)
Thomas LAUREYSSSENS (TL)
Thibault ROMANY (TR)
Jean-Nicolas FAUCHILLE (J-NF)
Martine VERNES (MV)
Emmanuel DUPONT (ED)
Petra PFERDMENGES (PP)
Ian SMITH (IS)
Mathilde GIRAULT (MG)
Ana PÓVOAS et Ana PEDROSA (AP/AP)

Un nouveau paradigme de développement spatial

Le diagnostic (Pourquoi ?)

Le DT :

est « un socle d'une collaboration durable entre les acteurs qui auront appris à se connaître, à se comprendre, à imaginer et à construire ensemble un avenir commun » (MV)

répond « au besoin de redire ce qu'est le territoire » (ER)

« est de l'ordre du récit » (ER)

permet « la mise en débat (plus stratégique : dire les horizons) et la déclinaison en actions ou en axes prioritaires » (ER)

reste « assez régalién comme approche : [il y aurait] la bonne manière d'agir dans les territoires » (EM)

est « une véritable collaboration entre acteurs »... « un récit partagé » (ER)

est une « production de connaissance et de choix » (ER)

est censé être une « évaluation et prospective, mais dans la réalité on est un peu en deçà : (...) la prospective connaît un creux du côté des collectivités [il y a] des choses en place du côté des métropoles et des intercommunalités, mais ce n'est pas évident » (ER)

est « trop descriptif, pas suffisant analytique ni porté vers l'action » (ER)

peut « réduire l'incertitude... et nos sociétés ont cette demande. Même si on ne réussit pas, on montre qu'on cherche et c'est important » (SO)

est « en mesure de réintroduire de la cohérence dans un schéma de grande complexité du mille-feuille français : le DT remet tout le monde autour de la table » (SO)

est « un virtuel assurantiel partagé » (ER)

serait « capable d'être appropriable par tous et pour tous (ce n'est pas encore le cas) » (ER)

se fait « en fonction de quelque chose : il y a des modèles en présence » (FR)

« est très peu lu » (LM)

« La question de l'humain : Ça sert à quoi l'action publique [orientée vers l'humain] ? » (FR)

« Sert à affirmer le territoire comme le seul moment où les gens et les politiques publiques sont en dialogue » (FR)

« Fin de la prévision comme la prolongation d'un parcours fléché : faire avec la ville... des êtres humains... tout cela en dialogue » (LM)

« Pas juste une crise du DT mais aussi une crise de l'urbanisme » (LM)

« Pas juste une crise du DT, mais aussi une crise des instruments : du plan et de la rhétorique expertise qui va avec [notamment de communication pour « donner envie »] (LM)

« In a city of 12 million there are 12 million problems. Can you diagnose all of this? » (TL)

« The city is a wicked problem ... if you act on it, you are already changing it » (TL)

« Culture de la différenciation au Royaume-Uni : 60 % des districts ont un plan, et seulement 25 % sont à jour, les autres sont périmés. Beaucoup de latitude, très discrétionnaire. » (JL et IS)

« On doit considérer le plan comme un élément entre autres » (JL)

« Approche multicatégorielle de choix, indicateurs, données » (SO)

« Appropriation des outils par les habitants, mais aussi par tous les acteurs » (SO)

Un nouvel espace

Le territoire (Quoi ?)

- « Le référentiel du “micropolitain” : les gens se voient dans une vie de quartier » (ER)
- « Qu’est-ce que micropolitain ? Il s’agit des échelles qui ne font pas une société locale. » (JL)
- ‘Le micropolitain est-il dominant dans les imaginaires des habitants ?’ (JL)
- « Le territoire = Les gens qui habitent + le fruit des politiques publiques passées. C’est normal d’y trouver les objectifs de politiques passées (de rationalisme, de fonctionnalisme, de monofonctionnalisme)’ (FR)
- « Le métropolisation ne veut pas dire que le reste n’existe pas » (ER)
- « [L’urbanisme éphémère] permet de mettre tous ensemble à la petite échelle, mais ce qui pose problème sont les grands quartiers et c’est ce qui pose problème aux gens » (LM)
- « Prendre la ville et le territoire comme une personne, comme un organisme vivant, avec une personnalité et une histoire » (FQ)
- « Chaque ville comme singulière » (FQ)
- « Un inconscient des territoires » (FQ)
- « Quelle échelle, quel groupe pour bâtir le commun ? » (GF)
- « Territoire situé au regard de la notion d’espace : quel territoire serait l’espace approprié pour agir ? Au travers des réseaux et des métriques ? À travers la cospatialité ? » (SO)
- « Territoires non institutionnels, qu’en reste-t-il quand on parle de DT ? » (SO)
- « Quand on parle de “partagé”, quid de la multiappartenance, de la marge, de l’entre-deux ? » (SO)
- « Modèle proxémique, supposant une corrélation entre gradient décroissant de familiarité et de probabilité d’interaction, a changé face à la multiplicité des échelles et métriques » (SO)
- « La France est encore un pays territorialisé » (SO)
- « Les individus sont géographiquement pluriels : tout passera par-là » (SO)
- « Faire avec de l’espace plutôt que d’être dans l’espace » (SO)

Une nouvelle logique démocratique

(représentation/participation/interaction)

Acteurs et processus (Qui, comment ?)

- « La démocratie est en péril : l’intégration est une question de droits et de devoirs » (FR)
- « Un débat sur le débat politique » (JL)
- « Les acteurs du DT donnent leurs avis... mais où est le débat avec les citoyens ?... car par définition le politique n’est pas consensuel’ (JL)
- ‘Ce débat ne devrait-il pas être au cœur du DT ?’ (FR)
- « Dans l’absence de débat, assumer sa matrice c’est se battre pour que la matrice soit toujours explicite et pas cachée derrière une matrice prétendue neutre (SWAT) » (FR)
- « Proposition d’ordre théorique : les acteurs politisent les diagnostics : repolitisation des démarches, des acteurs et des processus » (GF)
- « Réclamation d’un engagement dans le travail » (GF)

« Le moment de la connaissance n'est ni pur et ni le premier. Des processus qui recueillent ce que les gens veulent en termes d'informations cognitives et éthiques sont très utiles pour les autres auteurs. » (JL)

'Est-ce que les gens ont un peu de pouvoir en bas de chez eux. La publicité partout. Les gens sont gênés et le disent et puis on ne peut rien faire.' (participant-observateur)

« Beaucoup de difficulté à créer de l'habitat participatif » (MV)

« Comment l'autorité publique traite ces propositions [des habitants] ? » (PP)

« Les décideurs spéculent très largement sur ce dont l'habitant a besoin. Et paradoxalement, l'habitant subit les effets de cette spéculation » (J-MM)

« Éthique circonstancielle : des gens qui vont "faire ensemble" et qui par ailleurs ont des chances de choquer » (AP/AP)

Temporalité(s)

« Quand cela [la prospective] est fait par l'état cela permet de dépasser le calendrier électoral » (ER)

« permet de postposer (vu comme positif par certains) » (ER)

et les enjeux méthodologiques : « montée en puissance du numérique, montée aussi d'une approche plus qualitative » (ER)

« Comment faire pour tenir la démarche de projet et le moment de l'évaluation... jusqu'à l'engagement dans les travaux ? » (FR)

« Le temps des différents acteurs : une discipline [l'urbanisme] où on n'arrive pas à accumuler du savoir » (LM)

« Tout est segmenté, à chaque fois on recommence » (LM)

'Lâcher-prises pour donner prise : faire avec l'incertitude, laisser des marges de manœuvre, ne pas vouloir tout décider pour 15 ans' (JR)

'On crée des lieux, on ne sait pas à quoi ça sert, mais on s'en fout aussi' (JR)

« (Through interactive digital tools) The diagnostic is continuous ... (because) people on the ground are still looking, permanently talking, always with eyes on the street » (TL)

Le jeu : « processus en présence, mais aussi asynchrone (possibilité de compléter online) » (TR)

« Temps : maintenance des projets réalisés par autoconstruction ? Quelles appropriations futures ? » (J-MM)

Acteurs

« Qui est légitime ? » (ER)

« Les acteurs (...) sont ouverts à (...) être davantage dans une connaissance partagée : modèles pour que chacun puisse apporter, différents types de publics... » (ER)

Il faudrait une « participation aussi dans la partie de l'action. » (ER)

« Les architectes en ce moment entrent en scène avec les analyses et avec leur sensibilité » (LM)

« Comment assurer une continuité et une cohérence ? » (JR)

... 'par un mélange des métiers, introduction de l'architecte qui peut proposer une esthétique... moins conflictuelle... (EM)

« Les architectes arrivent à "imposer" par leur approche (atelier de projet, chaos pour que quelque chose émerge) et le recours à l'image » (LM)

« Le mandat aux architectes est aussi de ne pas faire un diagnostic que personne va lire » (LM)

« Qui est capable de produire un diagnostic ? Un professionnel ? De quel domaine ? Avec quelles exigences ? - Les habitants en tant que connaisseurs par l'usage' (JR)

'Imaginer de la place pour chacun, par l'espace public qui concerne tout le monde, pour créer de la matière à débattre' (JR)

'Est-ce qu'on est sûr que tous les gens sont là ?' [à propos des interventions dans l'espace public pour créer de la matière à débattre] (LP)

« Après, c'est *Da Vinci* qui vient fermer le site : deux poids, deux mesures ? » (LP)

« Not every citizen is engaged, not everyone has the time and therefore might not be represented » (TL)

[à propos du modèle interactif de la carte hospitalière] « Les gens ne se posent pas en tant que d'habitants » (JR)

« La prise en compte des habitants, ce n'est pas simplement entendre « les besoins » (PP)

« Quelles sont les expertises [dans le quartier] vers lesquelles acheminer l'argent public qui va vers les gens pour qu'ils puissent faire la ville ensemble ? » (PP)

« Donner un rôle [aux habitants] si on prend de leur temps » (PP)

« En Argentine, ils sont très avancés dans le thème de la négociation. Ils ont une loi de la médiation qui cadre un nouveau métier : les accesseurs » (J-MM)

« Le développeur [au Royaume-Uni] est « un roi dans le système britannique, car les gens se sont organisés. C'est le développeur qui a tous les atouts » (IS)

« Nouveaux praticiens de l'urbain, par décalage avec des postures professionnelles : s'agit-il d'une grande tendance dans laquelle chacun fait à sa façon ? Quelle est la position de la formation académique par rapport à ça ? Et des ordres et associations professionnelles ? (MG)

Un nouveau langage, reliant connaissance et valeurs, faits et intentionnalités

Le DT

utilise « des valeurs, des référentiels pour (...) lire ce qui est important » (ER)

se situe en « rapport aux paradigmes et concepts émergents (durabilité, égalité des territoires, prise en compte des spécificités territoriales) » (ER)

se situe « dans les enjeux sociétaux (...) : l'économie de la connaissance et l'innovation » (ER)

« Le besoin ne dit pas le souhait » (ER)

« Les études viennent dire comment les gens doivent vivre la métropole de demain, les gens nous disent "personne ne nous a demandés !" » (ER)

« On ne peut plus faire de la spéculation, on doit s'approcher pour savoir quels sont les besoins : il n'y a pas un idéal de vie similaire pour tout le monde. (...) Il faut beaucoup écouter » (J-MM)

« Le développement durable, comment peut-il devenir une référence ? » (FR)

« Une matrice pour entendre le monde qui nous entoure (...) est une première grille du projet » (FR)

« Ce n'est pas l'information qui me donne mon projet : j'ai une [vision] politique et je vais lire le territoire en fonction de cette politique, de cette situation que je souhaite désirable » (FR)

« Il y a un choix de société (...) On ne peut pas se passer du politique » (FR)

« On est [encore] dans un système où la technique cherche à remplacer le politique » (FR)

« Crise des savoirs techniques et réflexivité par les savoirs : Quel est le sens des savoirs que je mobilise, quel est le sens de la formation que j'ai reçue ? » (GF)

« Repolitisation discrète » (GF)

« Rapport à l'habiter et l'habitabilité des lieux » (GF)

« Dans le projet, il y a des modèles de société qui impliquent des directions » (GF)

« Le modèle de développement peut-il être mis en question ? » (GF)

« On ne trouve pas ce qu'on ne cherche pas : (...) il faut interroger le modèle de développement » (FR)

'Les attentes sont situées, elles résultent de l'interaction entre individus et environnements' (JR)

'Il y a des attentes exprimées, mais aussi les attentes virtuelles' (JR)

'[Envers un architecte-urbaniste expérimental]:Quelle légitimité ? Comment voyez-vous votre rôle politique ? Vous êtes du côté du pouvoir » (GF)

'Forcément, on est des êtres politiques (...) : c'est le temporaire qui fait le rôle de médiateur' (JR)

'L'urbanisme transitoire sert à créer du passage à d'autres populations : peur de la gentrification' (JR)

'On ne peut pas prétendre être pur' (JR)

'Est-ce que la mairie vous donne carte blanche ? Patrick Bouchain dit aux maires qu'ils ne savent pas où ils vont arriver avec les habitants » (PP)

« L'éphémère comme ouvrant de la gentrification ? On participe tous à une chaîne de production » (LM)

« Comment légitimer leur légitimité [des sociologues-artistes] ? ' (GF)

« Instead of a smart city: a smart citizen with a holistic view » (TL)

« More open models of government ... everybody does its part.... Citizens see opportunities... » (TL)

« Le Nimby est un fait du politique (...) il faut laisser tomber » (GF)

« Quel imaginaire préside au DT ? Religieux, politique, scientifique. On croit à quoi ? » (SO)

« Des politiques, des besoins, des flux, des évolutions, des stocks. De quelle réalité veut-on traiter ? » (SO)

« Comment faire pour établir une autre orientation de la production spatiale qui ne soit pas imposée par les bonnes intentions des urbanistes ? » (MG)

« Parler du futur relie les gens plus que parler du présent » (AP)

Un nouvel objet

« Il faut organiser l'information : cela se refait dans des structures usuelles. Celui qui va faire le compte rendu crée lui-même un premier niveau de projet et cela reste invisible.' (FR)

Un constat : « la puissance prospective des régions, la capacité des gens à croire ces perspectives : production de « réels » même s'ils ne deviennent pas « réels » (LM)

« Production d'une grande quantité d'information... et après arrivent encore les injonctions qui n'étaient pas prises en compte » (LM)

Dans le cadre de projets mandatés par les Contrats de Quartier bruxellois : « Le client [l'administration] impose le cadre de la participation, mais c'est plus utile quand ils ne savent pas et laissent faire » (PP)

« 26 millions de livres pour soutenir les groupes de la société qui élaborent les plans de quartier » (IS)

Techniques et instruments

« Un outil à la disposition de tous - le corps - et la cartographie pour révéler les potentiels du corps » (LM)

« On déambule, on embarque son corps » (GF)

« La question du sensible est vantée par une partie des acteurs comme source de légitimité » (GF)

« Le sensible : une dimension symbolique, des postures d'observation, un bricolage généralisé » (GF)

« On est dans l'expérimentation, le terrain : cela donne des isolats, des interstices qui ne font pas un budget attiré. Ce n'est pas vu comme légitime par les "corps de métiers" » (GF)

« Testez tôt, échouez souvent et vous réussirez plus vite (Suski 2000) » (JR)

« Moins peur après avoir testé, le projet est devenu plus ambitieux après » (JR)

« Ça se fait en habitant : une prothèse de l'existant plutôt que par un « implant » » (JR)

« Informations qu'on aperçoit que par le corps (calme, grande...) » (JR)

'Chef de projet qui explique les projets [dans la rue] = les projets sortent des réflexions en amont et donc les habitants peuvent aussi comprendre leur complexité' (JR)

'Dépasser les dualismes "contre ou pour le multiplex" : par les actions, désamorcer les positions antagonistes' (JR)

Au lieu de partir d'une grille de lecture, on partirait des potentialités ? (FR)

« [L'urbanisme éphémère] permet de mettre tout ensemble à la petite échelle, mais ce qui pose problème ce sont les grands quartiers (...). Comment pouvons-nous réagir et intervenir là-dedans? » (LM)

« Démarche artistique » (FQ)

« Cérémonie de réconciliation qui a fait gagner des mois de concertation » (FQ)

« Votre [ville de Saint-Lazare] différence est formidable ! Cherchez-vous à la pousser ou à la transformer » ?

'Tools and methods to activate engagement in local communities' (TL)

'Identifying existing dynamics; proposing an assemblage between people and infrastructure' (TL)

'What can people do when the state is not there?' (TL)

'What can be done by empowerment?' (TL)

'A vision: find their own ways out of situations ... and then we support them' (TL)

'a mix of analysis and proposal' (TL)

'Tools for community self-transformation' (TL)

'Map-it: lower the boundaries so that everyone can have a word on the same basis' (TL)

'Map-it: flatten the power structures' (TL)

'Map-it: create friction in the process' (TL)

'Digital diagnosis: new civic tools in the places and times where people are' (TL)

'Designs [of internet of things and civic tools] which are adaptable' (TL)

« Comment changer d'échelle [à partir des outils interactifs pour la capacitation de groupe]? » (JR)

'Walk + map = help people connect the stakes to the real space and all of that to the map' (TL)

Marcher + carte participative : « Lien entre carte et réalité, la traduction en solution et en hiérarchie n'est pas très difficile : il y a des perles dans l'air » (TL)

'Ludic, playfulness' (J-MM)

'Oblige people to think deeper as they are obliged to come up with one single solution' (J-MM)

« Le jeu pour acquérir des informations et pour gagner (...) ,comprendre et agir sur l'urbain » (TR)

« Le jeu comme un espace d'expression propose une langue pour tous et pour toutes les actions, ce qui rassure l'ensemble des participants » (TR)

« Jeu : rendre les hypothèses transparentes » (TR)

« Jeu : offrir les règles d'une méthode » (TR)

« Le contexte de l'interaction [du jeu] compte : la salle, l'ambiance, le jeu... le poids des pièces » (TR)

« Jeu : prévoir des étapes de jeu avec des relâches, penser à la difficulté et à la fatigue » (TR)

« A chaque étape du jeu : accord tacite du groupe qui fait que ce n'est pas si facile de revenir en arrière » (TR)

« Produire un compte rendu du jeu simple et gérable » (TR)

[à propos du modèle interactif de la carte hospitalière] « Se figurer une situation qui n'existe pas encore. Quel apport de la technique ? » (J-NF)

« Dispositifs de simulation qui permettent de mettre en œuvre un autre monde et de voir comment ça marche » (JL)

« Le modèle de la carte hospitalière suisse a impliqué deux ans de travail de recherche en amont pour que les choses soient simples pour les individus... » (JL)

[À propos du modèle interactif de la carte hospitalière] 'Les maximums de mondes dès le début' (participant-observateur)

« Interrelation entre observation et action » (PP)

« Concours où ils [les "architectes sociaux"] aident les habitants à faire la ville ensemble » (PP)

Exemple : « Parckfarm : Four à pain, les gens de Bruxelles viennent de partout y fêter leur anniversaire » (PP)

Exemple : « Beekkant West : accompagner vers l'ouverture, tester et assurer que les projets ont ensuite leur place sur le terrain » (PP)

« Maison de la négociation : négociation de la configuration de l'espace (lumière, bancs, legos) par les acteurs de la négociation qui y aura lieu » (J-MM)

'Maison de la négociation : il y a tout de même une esthétique imposée' (JR)

« Réseau international d'intelligence territoriale : une "valise catalyse" construite avec les acteurs territoriaux » (JL)

« Une valise pour voir claire et pour ouvrir de nouvelles questions » (JL)

« Ce n'est pas une question de pédagogie, mais de construire les outils avec les habitants » (JL)

« Les grandes interventions ne sont pas une territorialisation du monde dans un territoire concret » (JL)

« Sortir du langage verbal : les gens ont pu collaborer, ils se sont bien entendus, ils étaient affables... On a réussi un évitement du conflit » (AP/AP)

« Sortir de son rôle social (professionnel, économique, d'éducation), sortir aussi des préjugés sur les autres et les rôles qu'on leur attribue » (AP/AP)

ANNEXE

Outils existants en lien avec le Diagnostic Territorial :

- PLH : Programme local de l'habitat ([lien](#))
- PLIE : Plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi ([lien](#))
- Contrats globaux de développement (disparus) ([lien](#) pertinent ?)
- Living Lab ([lien](#))

– PLU (Plan Local d’Urbanisme, [lien](#)) avant l’horizon 2020 (en cours)

« la prospective connaît un creux du côté des collectivités, des choses en place du côté des métropoles et des intercommunalités, mais ce n’est pas évidente, même pour les élus.

Angoisse, urgence de pouvoir répondre aux exigences des PLU avant l’horizon 2020 (mais ils ne font pas s’ils ne sont pas les bénéficiaires en tant que porteurs de l’action). » (ER)

– SRADDT : schéma régional d’aménagement et de développement durable du territoire ([lien](#))

Ce sont les régions qui portent ces documents à partir de 2016, loi NOTRe, sans passer par l’état.

– POPSU : Platform d’observation des projets et stratégies urbaines ([lien](#))

– STOC : Suivi Temporel des Oiseaux Commun ([lien](#))

– CCB : Contrats de Quartier à Bruxelles ([lien](#))

3.2. Synthèse

1. 'Technology is the answer, but what is the question?' (Cedric Price)

À Chôros, nous préférons les questions aux réponses. Dans un monde complexe, une société d'acteurs multiscalaire et multimétrique, se contenter des questions que se posent spontanément ceux qui font appel à nous peut aboutir à apprendre la couleur du cheval blanc d'Henri IV. Or si on veut développer une science citoyenne, ce n'est pas en faisant moins de science, mais en faisant une science qui dialogue avec les acteurs non académiques et leur apporter ce que nous savons faire de spécifique pour leur donner davantage de capacités à penser et à agir. Double désenclavement, double décentrement : géographique (autres pays) et sectoriel (aménagement, urbanisme, art ou autres dimensions). Diversité des langages, convergence des messages. Merci à Martine Vernhes de nous avoir fait confiance.

2. Élargir le répertoire de l'agir.

Enrichir les réponses par de nouvelles questions. Le concept de diagnostic territorial n'a pas d'avenir. Les lieux ne sont pas malades. Nous ne sommes pas médecins. Cependant, ne pas tirer sur une ambulance. La notion est évolutive et, d'accord avec Martine Vernhes, l'enjeu n'est pas tant de s'attaquer au terme ou aux pratiques, mais plutôt d'explorer les nouvelles questions que l'idée de diagnostic territorial appelle. Par exemple, donner à voir les potentiels d'usage non encore perçus par les habitants. C'est d'explicitier les enjeux, c'est-à-dire de faire dialoguer les *invites (prompts)* et les *prises (affordances)*. C'est possible aux microéchelles de l'espace public, mais aussi aux macro-échelles par la simulation (jeu). La coconstruction du monde, ça marche à toutes les échelles, pour tous les problèmes. Faire, c'est penser, penser, c'est faire. La réversibilité de la simulation est une grandeur démocratique. C'est pourquoi nous avons pris des exemples, donné à voir des prototypes à tous ces niveaux en considérant qu'il y a là un répertoire qui permet une circulation interscalaire, des fertilisations croisées entre des *best practices* qui sont nées dans un certain contexte et qui peuvent se « dépayser » en gardant leur force.

3. Le développement spatial, enjeu politique.

Les grandes questions sont : comment habiter aujourd'hui ? Quel modèle d'habiter, quel devenir pour l'habiter, comment cohabiter ?

L'espace est plus grand que le territoire et un territoire transgresse toujours ses frontières et tout projet territorial doit être conscient des limites de ses limites. La prise en compte des interdépendances entre un territoire et tous les autres pourrait devenir une exigence générale de toute action publique émanant d'un territoire politique.

Par ailleurs, le politique n'est pas un exercice cognitif. La connaissance est un matériau et un ensemble d'outils pour répondre à la question : « Que voulons-nous ? » et pour mettre en œuvre les réponses. Le nous ne peut être qu'exhaustif.

Enfin, comme l'ont montré de nombreux cas d'étude présentés dans ce séminaire, le débat sur les valeurs et les horizons est méthodologiquement premier, mais cela ne signifie pas qu'il doit intervenir chronologiquement en premier. La capacité à représenter les attentes et les imaginaires ne peut être ni préjugée ni décrétée. L'explicitation par les chercheurs de leurs propres conceptions est nécessaire, mais pas suffisante. Risque de fermer le débat en

proposant des modèles implicites, mais on peut aussi le fermer en imposant une approche déductive comme la seule solution : ce qui compte, c'est le résultat : élever le niveau de cohérence des points de vue des habitants et grâce à cela, montrer qu'il y a toujours plusieurs solutions possibles parce qu'il y a toujours plusieurs problématisations possibles la dictature de l'urgence, au nom de l'économie (*TINA* de certains ordolibéraux radicalisés) ou au nom de la nature (« on n'a plus le temps de discuter » de certains néonaturalistes radicalisés), c'est le tombeau de la citoyenneté.

4. La médiation spatiale, une mission centrale.

Impossible capitalisation des savoirs ? Est-ce que le problème ne vient pas que l'on veut traiter comme un problème cognitif ce qui est un problème politique ? Psychologie et sociologie des diagnostiqueurs au lieu de la philosophie politique des citoyens et des gouvernants. Le technocratisme était une idéologie politique déguisée en technologie. Face à des citoyens défiants, le monde de la connaissance rationnelle (scientifique et technique) doit re-mériter sa place. Les professionnels ne croient plus tout à fait à une totale extériorité par rapport à leurs objets qui sont des sujets et qu'ils cherchent à accompagner, à expérimenter, à « catalyser », à médier. La notion d'expert semble devoir faire les frais de cette crise, c'est la médiation qui prend la place. Les professionnels mettent alors leurs connaissances au service de la liberté des citoyens : mieux ils ont exploré les ressources disponibles, plus la palette de la délibération s'élargit et plus la définition d'horizons désirables tels que les citoyens les voient peut-être mise en débat.

	Planification urbaine (XX^e siècle)	Urbanisme contemporain (émergent)
Acteurs	Auteur unique, création	Multiacteurs, co-construction
Spatialité	Monoscalaire, monométrique	Spatialement complexe
Temporalité	Statique, réalisation	Dynamique, émergence
Durée	Temps court	Temporalités diverses, y compris très longues
Visée	Réponses	Enjeux
Épistémologie	Dissociation analyse/projet	Intégration analyse/projet
Type de production	Objets isolables	Démarche
Contenu de la production	Primauté du matériel	Combinaison matériel/immatériel/idéal
Rapport à l'existant	Hétérotopie	Homotopie
Métiers dominants	Architecture, ingénierie	Multiples, y compris sciences sociales
Langages	Primauté du visuel	Langages multiples
Esthétique	Esthétique de la composition	Esthétique de l'urbanité

Tableau 1 Urbanisme contemporain

La médiation, l'« entre-deux » paraissait autrefois périphérique ou un emballage communicationnel du vrai travail de l'urbaniste ou de l'aménageur, elle devient centrale. Il y a toujours une boîte à ouvrir pour expliciter. Oser l'interaction n'est pas un frein, cela permet d'aller plus loin. Car nous entrons dans un *hybrid model of governance* dans lequel le double flux de légitimité entre la société et le gouvernement qui définit le politique ne signifie plus que

la légitimation par l'action et n'est plus le monopole du gouvernement. Les associations, les normes, le droit sont des opérateurs politiques majeurs.

Habiter, c'est participer au devenir d'un espace. Il s'agit plus seulement ici que de concertation ou de participation, mais de démocratie *interactive*, complémentaire de la démocratie représentative, c'est la construction multiactorielle permanente des problèmes et des enjeux, dont les décisions sont des conséquences. Le premier acte de la démocratie interactive est de créer un autre cadre de débat, avec d'autres acteurs et d'autres manières de poser les questions.

Quel est le rôle politique spécifique des urbanistes et des aménageurs en comparaison des autres acteurs politiques, citoyens compris ? C'est d'abord une démarche d'*outreach* : aller chercher les gens où ils sont et où ils en sont en cherchant les langues les plus communes (« *metadesign* »).

5. Habiter le temps.

Nous habitons des temps multiples et la montée en puissance de l'individu comme acteur temporel multidimensionnel relativise toutes les autres temporalités, notamment électorales. Une des conséquences c'est que des découpages du temps à l'échelle de la journée, de la semaine, de l'année ou de la vie cessent d'être imposées et deviennent un enjeu de la construction de soi. La collision de cette liberté temporelle avec l'inertie des temps administratifs et politiques apparaît avec d'autant plus de force.

Par ailleurs, la conscience écologique pose la question de l'articulation entre les temporalités de la société et celle de la nature, c'est-à-dire celles des mondes biophysiques pour autant qu'ils concernent les humains (ex. les 2 % de la photosynthèse et les 10 % de certains profits). La réversibilité est une exigence émergente : urbanité, nature. La réversibilité de la délibération en fait partie et la simulation et l'expérimentation apparaissent comme une grandeur démocratique. Pas un supplément d'âme, une composante nécessaire d'une démocratie réflexive.

Le plus important, c'est la remise en question de l'opposition analyse (y compris diagnostic)/projet. La « connaissance à partir de signes observables » est validée et confortée, mais comme hypothèse, comme conjecture, comme une séquence qui n'est pas autosuffisante. Ce qui change, c'est que le projet est un moment de l'analyse et inversement. Processus sans fin. Homologie temporelle avec le devenir de l'espace concerné.

6. Apprivoiser le futur.

L'approche technocratique a été très médiocre en ce domaine, car elle s'est contentée de prolonger les courbes. Le « Scénario de l'inacceptable » publié en 1970 pour décrire la France de 2000, n'a vu ni la périurbanisation, ni le tourisme, ni la fin de la dominante industrielle, ni l'émergence de l'urbanité comme force propulsive alors que, nous le savons maintenant, on cherche des équivalents généraux grâce à des énoncés de médiation et d'acculturation entre partenaires.

Car la prospective a tout intérêt à intégrer la prédiction, c'est-à-dire les constats et les attentes des acteurs ordinaires. C'est jusqu'ici la méthode la plus sûre pour détecter des signaux faibles, repérer des liens faibles, construire des concepts faibles, faibles, c'est-à-dire discrets, émergents et prometteurs.

7. Le cheminement d'un urbanisme politique

À part quelques écoles d'ingénieurs dans lesquelles les efforts pédagogiques sacrifient le projet de société pour sensibiliser à la compréhension de la complexité inter-sectorielle de l'urbanisme, un tournant démocratique et actoriel semble avoir percé les esprits. L'essor de pratiques participatives qui étaient présentées dans ce séminaire en fournissent une attestation. Les études plus approfondies sur les mutations des professionnalités de l'urbain vont aussi dans ce sens.² Cependant, les six énoncés prospectifs avancés ci-dessus ne seraient-ils pas trop ambitieux étant donné les difficultés actuellement identifiées, notamment dans la littérature de la « participation » ?

Nous ne pouvons pas ici réaliser un bilan de la démocratie participative et interactive en ce qui concerne l'urbain. Devant le constat d'une politisation assumée de l'urbanisme, il nous semble toutefois utile d'explicitier trois risques encourus par les professionnels dans leur traitement des valeurs des habitants-citoyens.

I. Nous y trouvons souvent une négligence des tensions idéologiques dans le rapport à l'espace au sein des sociétés que nous savons pourtant politiquement clivées. Dans des projets urbanistiques ou de recherche-action à forte composante participative, cela se traduit par une préoccupation insuffisante de la représentativité (au regard de la société de référence) des habitants qui se prêtent au jeu de la participation. II. Quand bien même le plan idéal de l'espace est reconnu comme controversé, nous pouvons lui voir opposé l'agenda politique du porteur de projet comme une alternative légitime à la prise en compte des intentionnalités des citoyens.

III. Enfin, un troisième risque est issu de la difficulté des médiateurs à expliciter les valeurs invitées à la table des discussions, les facilitateurs étant souvent « rattrapés » par le langage employé par les interlocuteurs.

Par exemple,³ des habitants peuvent aborder des questions urbanistiques comme la mobilité dans un registre familial illustré par la narration des difficultés régulièrement vécues lors de la traversée d'un pont au trottoir étroit... avec une poussette, des sacs ou en vélo ; un registre industriel qui met en avant la demande d'une piste cyclable bien marquée ; et enfin, un registre proprement civique, qui défend « une idée de centre-ville », énonce le conflit entre spatialités de piétons et d'automobilistes et demande la priorité pour les premiers, tout en consacrant une attention particulière aux personnes à mobilité réduite. Or, dans cet exemple, toutes les demandes pointent vers une priorité à donner à la mobilité publique sur la mobilité privée.

Les préconisations qui se suivent prennent en compte ces risques, tout en intégrant les contenus du débat que nous avons résumé dans les parties précédentes.

² Girault, Mathilde, Faburel, Guillaume (2015). L'évolution des professionnalités de l'urbain vue par des praticiens : quels enseignements pour les formations ? Apports par enquête sur la région urbaine Lyon-Saint-Etienne et à l'échelle nationale". Lyon : LabEx IMU.

Tapie, Guy (2000). Les architectes: mutations d'une profession. Paris: L'Harmattan.

Matthey, Laurent, Mager, Christophe. « La fabrique des urbanistes. Une identité professionnelle controversée ? », *Cybergeographie : European Journal of Geography* [En ligne], Débats, Les métiers de la ville, mis en ligne le 06 avril 2016. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeographie/27553>

³ Nous nous appuyons ici sur l'analyse faite par Julien Charles (2011-2012) des échanges entre médiateur et citoyens dans le cadre de rencontres participatives (2007-2008) cherchant à définir le Plan Communal de Mobilité pour Bruxelles ville. Julien Charles, « Ethnographie d'une réduction cartographique des engagements participatifs », *Quaderni* [En ligne], 77 | Hiver 2011-2012, mis en ligne le 05 janvier 2014, consulté le 17 octobre 2018. URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/567> ; DOI : 10.4000/quaderni.567.

3.3. Vers un nouvel objet de co-construction d'un devenir territorial

De ce temps de problématisation que nous avons accordé collectivement au thème du diagnostic territorial, un double champ lexical émerge : d'une part, celui d'une catastrophe qui s'annonce (*crise, doute, méfiance, peur, incertitude, clivage, urgence, rupture, crainte, malaise, blocage, rigidité, fragilité*, etc.), d'autre part, celui qui vient caractériser un instrument habitant de tous les acteurs concernés par la production de l'espace contemporain. Prenant en compte cette tension entre promesses et limitations, nous proposons quelques pistes pour ouvrir un nouveau chantier et imaginer le diagnostic territorial de demain. Ce sont des grands axes à développer par une future recherche, mais qui invitent dès lors à réfléchir sur les modalités du changement d'ère en le rendant plus appréhendable.

1. Un contrat d'habiter

Pour dépasser les limites des frontières administratives et le traitement autocentré et insulaire de chaque diagnostic, le contrat d'habiter et les projets qui l'actualisent doivent redéfinir à chaque fois un *périmètre de pertinence* qui questionne les échelles et les métriques (ces pluriels sont fondamentaux) de réflexion et d'intervention. Pour sortir de la stricte concurrence territoriale, le modèle britannique d'obligation légale de tenir en compte des interdépendances spatiales nous paraît à cet égard prometteur.

2. La démocratie interactive : comment ?

Pour intégrer le tournant démocratique de la fabrication territoriale s'impose la création d'une interface entre le *politique* et le *civile*. Le répertoire des pratiques innovantes rend compte de la diversité des possibles, avec à chaque fois un agencement cohérent des temporalités, des acteurs concernés et des environnements de contact, en phase avec le type de substance spatiale qu'ils cherchent à questionner.

Temporalités

Les processus d'expérimentation des alternatives à la séquence analyse-action ont avancé diverses temporalités pour articuler l'observation, la pensée, l'action et la décision. Il ressort que la prospection sur l'habiter ensemble peut être synchrone de sa mise en pratique.

Acteurs

l'ensemble de ces expériences s'accordent pour valoriser une plus grande égalité des acteurs, tant dans les activités de connaissance que dans celles de proposition, sans que cela implique d'effacer les spécificités de compétence ou les différentes responsabilités des différents acteurs. Émerge ainsi l'idée — non sans ambiguïté et hésitation — que les citoyens n'ont pas juste une expertise d'usagers ou des nécessités à exprimer. Le contenu de cet objet à coconstruire est élargi pour comprendre aussi les aspirations et les capacités, personnelles et collectives. L'instrument à proposer doit être capable de cadrer et ménager le devenir souhaitable, intégrant les contraintes réalistes sans se contenter d'une réactivité au réel.

Un nouveau langage, reliant connaissance et valeurs

Au travers le thème des « référentiels » qui servent de grille de lecture aux diagnostics territoriaux, nous avons entendu l'urgence d'un échafaudage théorique pour lire les valeurs éthico-spatiales des citoyens. La capacité de « mise en commun » vantée par l'héritage du diagnostic territorial a elle aussi été mise en perspective par l'entrée puissante des petits acteurs dans la scène de fabrication des territoires. Quelles soient manifestes par des façons d'habiter ou par les demandes politiques explicites, les divergences en termes de rapport à la ville et à la non-ville, de rapport à l'histoire et au progrès, d'ouverture au Monde ou de replis identitaires, montrent l'urgence de bâtir le commun sans tomber dans un piège composé d'édulcorant.

Ces questions appellent des outils pour lire et expliciter les divergences notamment sur les infrastructures jugées fondamentales et qui engagent la solidarité entre territoires, et les services et spatialités qui ne le sont pas. Cette frontalité ne signifie pas cultiver la conflictualité, et il est possible d'explorer l'efficacité de processus qui nourrissent un dialogue en mouvement, en alternative à la raideur et à la surdité des parties prenantes. Dans l'ensemble, ces enjeux éthiques viennent convoquer un nouveau langage théorique, mais aussi des méthodes qui, à l'instar des travaux en démocratie technique,⁴ font dialoguer le domaine cognitif et le plan axiologique et abandonnent définitivement la domination du savoir « technique » aux valeurs occultes ou non débattues.

La tâche qui reviendra à l'interface démocratique proposée est d'autant plus complexe qu'elle ne concerne pas uniquement les valeurs déjà manifestes, mais aussi les signaux faibles, et que les idées et informations pertinentes ne sont pas fixées à l'avance, l'inventivité des processus jouant un rôle dans la création de nouveaux objets culturels.

3. La professionnalisation de la médiation

Face à la diversité des acteurs, des professionnels, des pratiques, des disciplines, des regards et des manières de lire et faire le diagnostic territorial, nous observons l'importance accordée au rôle de l'intermédiation. Avec l'émergence d'un nouveau corps de métiers autour de la médiation (producteur urbain, pédagogue, facilitateur de participation, thérapeute spatiale, catalyseur, etc.), il semble possible d'engager un langage commun à travers les disciplines, mais aussi de développer une réflexivité éthique poussée, notamment au regard des visions politiques, philosophiques et spirituelles des médiateurs.

La professionnalisation du médiateur est amorcée, comme l'attestent entre autres la multiplication de savoirs proposés dans le cadre de certaines formations en architecture et en urbanisme en l'Europe et aux États-Unis, intégrant notamment des connaissances et des méthodes issues des sciences sociales et de l'art. La création de nouveaux labels et de post-formations professionnelles est aussi un signe de cette mutation. Malgré ces avancées, une part de la réflexion pédagogique en cours questionne l'éparpillement des savoirs, l'absence de projet fort et une certaine déresponsabilisation des équipes enseignantes dans la « formation à la carte », notamment au regard des défis de synthèse et d'intégrations professionnelles ultérieures auxquelles sont confrontés les étudiants. Ainsi, penser à une formation qui repose sur des compétences de ce nouveau corps de métier aurait toute sa place dans la réflexion englobante que nous proposons.

⁴ Callon, Michel, Lascoumes, Pierre et Barthe, Yannick, 2001. Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique, Paris : Éditions du Seuil.

4. Arts-sciences : nouveaux objets de connaissance territoriale

Le produit du futur diagnostic territorial ne sera pas nécessairement une série de rapports, souvent jugés « ennuyeux », « inutiles », « désuets », « répétitifs », « périmés », « inadaptés » ou encore « honteux ». De cet héritage, nous retenons les fonctions d'imagination, augmentée par le travail collectif, d'un éventail de scénarios et de leur communication et mises en débat. Ainsi, le nouveau processus de co-construction territoriale renforcera la prospective par notre capacité à produire des images de pensée, non plus dans le but de prescrire, mais de trouver de quoi expérimenter, modéliser, simuler par tous les langages un devenir commun, une projection partagée. Par images nous n'entendons pas le sens strict de traces visuelles, c'est toute notre palette perceptive qui peut être mise à profit au moyen, par exemple, du cinéma. Ces scénarios porteront sur les environnements souhaités, les façons d'habiter des habitants locaux, mais aussi les singularités capables d'amener d'autres acteurs à faire appel à ces lieux. Enfin, le rôle de « mise en récit » par des acteurs ayant « vécu » directement la production du diagnostic peut être reconfiguré en possibilité pour chaque acteur de se représenter l'espace par une appropriation consciente d'informations très variées, indépendamment de son historique en ce qui concerne la production de l'objet.

Techniques et instruments

Nous avons pu contacter une grande diversité de techniques et d'instruments par lesquelles le diagnostic territorial est renouvelé sur le terrain. Plusieurs thèmes ressortent :

Une écriture commune : stickers, règle de jeu, vocabulaire, il s'agit des objets qui mettent les gens sur un même plan et qui les aident à faire émerger les virtualités et éventuellement à formuler des synthèses. Ces formes d'écriture concrétisent l'objectif d'égalité des processus, cherchant à réduire les différents degrés d'aisance des participants (prise de parole, registre linguistique, etc.) et de disponibilité (solutions ludiques).

Environnements habilitants : les agencements où a lieu ce travail prospectif ne sont pas anodins. Nous avons vu des exemples convaincants de cadres qui favorisent la mise en commun, notamment par des exercices de détente et de mise en confiance, qui permettent de désamorcer le conflit, de construire une paix symbolique. Ces agencements semblent capables de répondre à la demande des citoyens d'être écoutés simultanément dans ses demandes politiques et dans son contexte biographique.

La valorisation de l'engagement citoyen : le tournant démocratique de l'urbanisme et de l'aménagement spatial et les mutations professionnelles qui l'accompagnent soulèvent la question de savoir quand et comment valoriser un travail (professionnel ou pas) qui est aussi une contribution active à la production du bien public (urbanité, développement, capacités). Au-delà d'une rhétorique de bénéfice réciproque (une expérience, trouver du sens, etc.), se pose la question de savoir qui a accès à ce type d'engagement et d'expérimentation, rendant visible le risque d'exclusion d'une partie de la population. Fusionner une partie du budget de la culture et de l'aménagement du territoire pourrait ouvrir des marges de manœuvre pour traiter cette thématique. Dans les faits, certains projets artistiques et pédagogiques, financés en France par le Ministère de la Culture ou le Ministère de l'Éducation, renouent leur argumentaire avec le développement spatial dans toute sa complexité.

3.4. Comment rendre ces propositions opérationnelles ?

Modalités de poursuite du travail engagé

Suite aux travaux fructueux portés par le modèle de rencontre multiacteurs de ce séminaire, Chôros propose de poursuivre le chantier dans un format inspiré des *living lab*. Il nous semble incontournable d'affronter la question des transformations concrètes — et les blocages probables — nécessaires pour donner corps à cette nouvelle procédure de co-construction d'un contrat d'habiter. Nous proposons un travail synchrone de réflexion et simulation, impliquant l'administration territoriale des différents échelons, les professionnels de l'urbain, les représentants de la formation et des étudiants, les juristes spécialisés en urbanisme, les citoyens et les chercheurs. En parallèle, il nous semble important de continuer à répertorier des outils d'expérimentation, à penser à la question budgétaire et à imaginer des dispositifs prototypes.